

## Projet

# Norme relative aux missions du réviseur d'entreprises à l'égard du conseil d'entreprise

---

*LE CONSEIL DE L'INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES,*

*Vu l'article 31, § 1 de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises ;*

*Vu le projet de norme de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises soumis à une consultation publique ayant eu lieu du [...] au [...];*

*Vu les réactions reçues à cette consultation publique ;*

*Considérant ce qui suit :*

- (1) Le Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (IRE) a approuvé, lors de sa séance du 7 février 1992, les normes relatives à la mission du réviseur d'entreprises auprès du conseil d'entreprise. Ces normes ont été adaptées au Code des sociétés et à ses arrêtés d'exécution par le Conseil de l'IRE en date du 6 décembre 2002.*
- (2) En novembre 2020, le Conseil de l'IRE a adopté une norme complémentaire (version révisée 2020) aux normes ISA applicables en Belgique. Lors de l'approbation de cette norme complémentaire, le Conseil supérieur des Professions économiques a décidé, comme le prévoit l'article 31 de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, de faire usage de son droit d'injonction et de demander au Conseil de l'IRE de mettre à jour les normes précitées. En effet, ces normes devaient être adaptées aux dispositions légales et réglementaires modifiées, telles que le Code des sociétés et des associations et le cadre normatif applicable en Belgique.*
- (3) L'article 3:83 CSA décrit la mission du réviseur d'entreprises comme suit :*
  - 1° faire rapport au conseil d'entreprise sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion, conformément aux articles 3:74 et 3:75;*
  - 2° certifier le caractère fidèle et complet des informations économiques et financières que l'organe d'administration transmet au conseil d'entreprise;*
  - 3° analyser et expliquer les informations économiques et financières qui ont été transmises au conseil d'entreprise, quant à leur signification relative à la structure financière et à l'évolution de la situation financière de la société;*

*4° informer, en cas d'absence de réaction de l'organe d'administration, le conseil d'entreprise de l'impossibilité de délivrer la certification requise ou de lacunes constatée dans les informations économiques et financières.*

*Enfin, les réviseurs d'entreprises exercent les mêmes missions en ce qui concerne le bilan social visé à l'article 3:12, § 1er, 8°.*

*L'origine de cet article se trouve dans l'article 15bis de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. Cet article a été introduit à l'occasion de la réforme du révisorat d'entreprises en 1983 ([projet de loi](#) relatif à la réforme du révisorat d'entreprises, Chambre, législature 1982-1983, 552/1). Il ressort de l'exposé des motifs que le législateur a entendu par informations économiques et financières non seulement les informations à fournir en vertu de l'arrêté royal du 27 novembre 1973, mais aussi celles fournies en vertu d'une convention collective de travail et même celles qui sont fournies indépendamment de toute obligation légale, administrative ou conventionnelle.*

*Le réviseur sera donc également attentif aux informations qui sont reprises dans les IEF et qui ne sont pas nécessairement reprises dans l'arrêté royal du 27 novembre 1973. Il s'agit essentiellement des informations requises par la CCT 9 et, le cas échéant par les CCT 24 et 39.*

*(4) Toutefois, pour que le réviseur d'entreprises puisse certifier les informations économiques et financières, celles-ci doivent résulter de la comptabilité, des comptes annuels de la société ou d'autres documents vérifiables.*

*(5) La présente norme contient des dispositions générales, des diligences requises et des modalités d'application. Le réviseur d'entreprises doit respecter l'intégralité du texte de la présente norme, y compris ses modalités d'application, pour en comprendre les objectifs et pour appliquer correctement les diligences requises. Le réviseur d'entreprises doit, pour ce faire, exercer son jugement professionnel et faire preuve d'esprit critique.*

*Les modalités d'application sont des lignes directrices qui sont pertinentes pour une compréhension des objectifs fixés dans la présente norme. Les modalités d'application explicitent plus amplement les diligences requises et peuvent :*

- expliciter plus précisément ce qu'une diligence requise signifie ou vise à couvrir ; cela peut être fait, entre autres, en se référant à la législation ou à la réglementation ;*
- contenir des exemples appropriés dans les circonstances données.*

**A ADOPTE DANS SA SEANCE DU [...] LA NORME SUIVANTE.**

### **Approbation de la présente norme**

*Le Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises a adopté en date du XX le projet de la présente norme et l'a soumis à l'approbation du Conseil supérieur des Professions économiques et du ministre ayant l'Economie dans ses attributions.*

*Conformément à l'article 31, §1, alinéas 5 et 6, de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, l'Institut a été entendu et a adopté le projet modifié de norme le XX suite à la demande de reformulation du Conseil supérieur des*

*Professions économiques sur la base de ses propres observations, de l'audit ou des observations du Collège, de la FSMA et/ou de la Banque Nationale de Belgique.*

*Conformément à l'article 31, § 2 de la loi susmentionnée, cette norme a été approuvée le [...] par le Conseil supérieur des Professions économiques et le [...] par le Ministre ayant l'Économie dans ses attributions. Cette approbation a fait l'objet d'un avis du Ministre ayant l'Économie dans ses attributions publié au Moniteur belge du [...], p. [...].*

## Table des matières

Champ d'application.....	6
Date d'entrée en vigueur et disposition abrogatoire.....	6
Objectifs .....	6
Définitions .....	6
Diligences requises et modalités d'application.....	8
I. Dispositions communes aux missions à l'égard du conseil d'entreprise visées par la présente norme .....	8
II. Lettre de mission.....	9
III. Nomination et démission/révocation du réviseur d'entreprises.....	9
IV. Déclarations écrites.....	10
V. Missions auprès du conseil d'entreprises .....	10
V.1. Mission relative au rapport sur les comptes annuels et le rapport de gestion .....	10
V.2. Mission relative au caractère fidèle et complet des IEF et rapports à établir .....	10
V.2.1. Travaux communs aux quatre catégories d'IEF .....	10
V.2.2. Travaux spécifiques selon la catégorie d'IEF.....	11
V.2.2.1. Information de base et information annuelle.....	11
V.2.2.2. Travaux relatifs au bilan social .....	12
V.2.2.3. Informations périodique et occasionnelle .....	12
V.2.3. Certification selon chaque catégorie des IEF .....	14
V.2.3.1. Types de certification de l'information de base .....	14
V.2.3.2. Types de certification sur l'information annuelle, et, le cas échéant, les informations périodique et occasionnelle .....	14
V.2.4. Structure des rapports sur les IEF .....	15
V.2.4.1. Rapport sur l'information de base .....	15
V.2.4.2. Rapport sur l'information annuelle et, le cas échéant, les informations périodique et occasionnelle.....	15
V.3. Mission relative à l'analyse et l'explication des IEF .....	16
VI. Aspects particuliers .....	16
VI.1. Aspects relatifs aux délais à respecter selon la catégorie d'IEF.....	16
VI.2. Aspects spécifiques relatifs aux réunions .....	17

VI.3. Aspects relatifs aux entités faisant partie d'un groupe (national ou international).....	18
VI.4. Aspects relatifs à un collège de réviseurs d'entreprises.....	18
VI.5. Aspects relatifs à la transmission d'autres informations au conseil d'entreprise .....	18
Annexe 1 –Modèle de lettre de mission (réviseur d'entreprises ).....	19
Annexe 2 – Modèle de rapport au conseil d'entreprise sur l'information de base .....	26
Annexe 3 – Modèle de rapport au conseil d'entreprise sur l'information annuelle.....	29
Annexe 4 – Présentation de la relation entre l'opinion sur l'image fidèle des comptes annuels et la certification des IEF .....	33

## Champ d'application

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>1.</b> La présente norme s'applique aux missions du réviseur d'entreprises à l'égard d'un conseil d'entreprise effectuées conformément à l'article 15bis de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et aux articles 3:83 à 3:95 du Code des sociétés et des associations dans toutes les entités où un conseil d'entreprise a été constitué, à l'exception des établissements d'enseignement subsidiés.</p> <p>La présente norme traite également des aspects relatifs au rapport bisannuel d'analyse sur la structure de la rémunération des travailleurs que l'entité doit établir conformément à la loi du 22 avril 2012 visant à lutter contre l'écart salarial entre hommes et femmes et modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.</p>	

## Date d'entrée en vigueur et disposition abrogatoire

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>2.</b> La présente norme entre en vigueur pour les rapports émis sur les IEF relatifs aux exercices ouverts à partir du [1<sup>er</sup> janvier 2022].</p> <p><b>3.</b> A partir de cette date, les normes relatives à la mission du réviseur d'entreprises auprès du conseil d'entreprise, dernièrement modifiées par le Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises en date du 6 décembre 2002, sont abrogées.</p>	

## Objectifs

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>4.</b> La présente norme a pour objectif :</p> <p>(i) De traiter les aspects relatifs aux quatre missions du réviseur d'entreprises à l'égard du conseil d'entreprise, ainsi que les travaux à mettre en œuvre à savoir :</p> <p>(a) Faire rapport au conseil d'entreprise sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion ;</p> <p>(b) Certifier le caractère fidèle et complet des IEF et déterminer la forme et le contenu du rapport y relatif ainsi que les mesures à prendre en cas de difficultés rencontrées ou de lacunes dans les IEF ;</p> <p>(c) Effectuer l'analyse et l'explication des IEF ;</p> <p>(d) Exercer les missions (a) à (c) relatives au bilan social visé à l'article 3:12, § 1er, 8° CSA ;</p> <p>(Par. A1-A3)</p> <p>(ii) De préciser certains aspects de la mission du réviseur à l'égard du conseil d'entreprise.</p>	<p><b>A1.</b> Les missions du réviseur d'entreprises s'inscrivent dans la relation de confiance entre le réviseur, le chef d'entreprise et les représentants des travailleurs dans le conseil d'entreprise.</p> <p><b>A2.</b> L'établissement et la transmission des IEF au conseil d'entreprise relève de la responsabilité du chef d'entreprise.</p> <p><b>A3.</b> En ce qui concerne le bilan social, le rapport sur les comptes annuels intègre la position du réviseur selon la forme juridique de l'entité, soit sous la forme d'une mention en seconde partie du rapport, soit en vertu de l'opinion sur l'image fidèle.</p>

## Définitions

<p><b>5.</b> Pour les besoins de l'application de la présente norme, il faut entendre par:</p> <p>(i) « CSA » : le Code des sociétés et des associations.</p> <p>(ii) « Loi de 1948 » : la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.</p> <p>(iii) « AR de 1973 » : l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises.</p> <p>(iv) « Norme complémentaire (version révisée 2021) aux normes ISA applicables en Belgique » : la norme complémentaire (version révisée 2021) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, adoptée par le Conseil de l'IRE le xx et approuvée par le CSPE le xx et par le ministre de l'Économie le xx (publication de l'avis d'approbation au M.B. du xx, p. xx).</p> <p>(v) « Réviseur d'entreprises » : au sens de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises (article 3, 3°), à savoir tant les réviseurs d'entreprises personnes physiques que les cabinets de révision ; lorsqu'un commissaire doit être désigné</p>	<p><b>A4.</b> La communication de l'information se fait au niveau de l'unité technique d'exploitation (UTE), définie à partir des critères économiques et sociaux</p>
--	---

<p>en vertu du livre 3 CSA, la mission visée aux articles 3:77 à 3:80 CSA est exercée par ce commissaire.</p> <p>(vi) « Entité » ou « Entités » : toute entité où un conseil d'entreprise doit être institué en vertu de la loi. (par. A4-A5).</p> <p>(vii) « Conseil d'entreprise » : au sens de l'article 16 de la loi de 1948, celui-ci se compose d'une part du chef d'entreprise et des représentants désignés par l'employeur et d'autre part des délégués du personnel (« représentants des travailleurs »).</p> <p>(viii) « IEF » : les informations économiques et financières qui comportent 4 catégories (par. A6-A7) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une information de base</li> <li>- Une information annuelle</li> <li>- Une information périodique</li> <li>- Une information occasionnelle.</li> </ul> <p>Conformément à l'AR de 1973, les IEF doivent permettre d'établir le rapport entre les données économiques et les données financières, et de comprendre l'incidence de ces données sur la politique de l'entreprise en matière d'organisation, d'emploi et de personnel ainsi que des risques significatifs pouvant mettre en cause la pérennité des activités.</p> <p>(ix) « Information de base » : La catégorie des IEF visée par les articles 4 à 14 de l'AR de 1973.</p> <p>(x) « Information annuelle » : La catégorie des IEF visée par les articles 15 à 23 de l'AR de 1973.</p> <p>(xi) « Informations périodique et occasionnelle » : Les catégories des IEF visées respectivement par l'article 24 et les articles 25 et 26 de l'AR de 1973.</p> <p>(xii) « CCT » : convention collective de travail, dont la liste complète est à consulter sur <a href="#">le site internet du CNT-NAR</a>;</p> <p>(xiii) « CCT N° 9 » : la convention collective de travail n° 9 coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise conclus au sein du Conseil national du travail (rendue obligatoire par arrêté royal).</p> <p>(xiv) « CCT N° 24 » : la convention collective de travail n° 24 concernant la procédure d'information et de consultation des représentants des travailleurs en matière de licenciements collectifs (ratifiée par arrêté royal).</p> <p>(xv) « CCT N° 39 » : la convention collective de travail n° 39 concernant l'information et la concertation sur les conséquences sociales de l'introduction des nouvelles technologies (ratifiée par arrêté royal).</p> <p>(xvi) « Chef d'entreprise » : personne physique à la tête d'une entreprise, sans en être obligatoirement le fondateur, le propriétaire, ni même un des administrateurs ; il est le représentant de l'entreprise et de la direction, et le président du conseil d'entreprise ; il est responsable de l'organisation de la réunion du conseil d'entreprise ; ce terme vise également le délégué du chef d'entreprise, qui l'engage.</p> <p>(xvii) « Secrétaire du conseil d'entreprise » : il s'agit d'un membre de la délégation du personnel. Son rôle et les modalités de son choix et de son remplacement doivent figurer dans les règlements d'ordre intérieur.</p> <p>(xviii) « Règlement d'ordre intérieur » : le règlement d'ordre intérieur visé par l'article 22 de la loi de 1948 ; cet article de loi détermine les points à reprendre dans le règlement d'ordre intérieur, entre autres les modalités relatives à son fonctionnement.</p>	<p>(art. 14 de la loi de 1948). Dans la plupart des cas, l'UTE correspond à une entité juridique. Elle peut se composer de plusieurs entités juridiques lorsqu'il existe entre celles-ci un lien étroit soit du point de vue économique, soit en matière de gestion ou de communauté d'intérêts.</p> <p>Plusieurs unités techniques d'exploitation, caractérisées par leur importante autonomie, peuvent <i>a contrario</i> faire partie d'une même entité juridique.</p> <p>La délimitation d'une UTE est arrêtée en concertation par l'employeur et les représentants syndicaux, en prenant en considération les présomptions légales.</p> <p><b>A5.</b> Conformément à l'article 15bis de la loi de 1948, dans chaque entreprise où un conseil d'entreprise a été institué en exécution de la présente loi, à l'exception des institutions d'enseignement subsidiées, un ou plusieurs réviseurs d'entreprises sont désignés. Par analogie avec l'article 4:8 de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations, cela s'applique à toutes les entreprises, autres que les sociétés, telles que les associations.</p> <p><b>A6.</b> En vertu de l'article 15 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, les conseils d'entreprise doivent, dans les limites des lois, conventions collectives ou décisions de commissions paritaires applicables, recevoir régulièrement du chef d'entreprise des informations économiques et financières sur la situation de l'entreprise et ses résultats d'exploitation. La nature et l'ampleur des informations à fournir ont été essentiellement fixées par l'arrêté royal du 27 novembre 1973 et le Code des sociétés et des associations, mais il s'agit également des informations communiquées en vertu d'une convention collective de travail et celles qui sont fournies indépendamment de toute obligation légale, administrative ou conventionnelle.</p> <p>Il s'agit principalement des informations en application des CCT suivantes (rendues obligatoires par des arrêtés royaux):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CCT N° 9 portant sur les perspectives générales de l'entreprise et leurs conséquences sur les différents aspects de l'emploi ;</li> <li>• CCT N° 24 relative aux informations des représentants des travailleurs en matière de licenciements collectifs. Cette CCT a été complétée par la Loi Renault en 1998 ;</li> <li>• CCT N° 39 sur l'information à fournir sur les conséquences sociales de l'introduction des nouvelles technologies.</li> </ul> <p>L'AR a également été complété par des réglementations adaptées à certains secteurs d'activité spécifiques.</p> <p><b>A7.</b> Conformément à l'article 1, deuxième alinéa, de l'AR de 1973, les IEF sont complétées, le cas échéant, par des informations de même nature relatives à l'entité juridique dont l'entité (comme définie par le paragraphe 6 (xi) de la présente norme) fait partie. Lorsque l'unité technique d'exploitation comprend plusieurs entités juridiques, l'IEF doit couvrir toutes les entités juridiques qui la composent. Lorsque plusieurs unités techniques d'exploitation font partie d'une même entité juridique, l'IEF doit couvrir les comptes de celle-ci.</p>
---	--



## Diligences requises et modalités d'application

### I. Dispositions communes aux missions à l'égard du conseil d'entreprise visées par la présente norme

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
6. Le réviseur d'entreprises doit respecter les principes déontologiques établis par la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises.	
7. Le réviseur d'entreprises doit se conformer à la législation et à la réglementation en vigueur en Belgique et applicables dans le cadre de sa mission.	
8. Le réviseur d'entreprises doit mettre en place un système de contrôle de qualité interne pour s'assurer que la mission est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux exigences relatives au reporting.	
9. Le réviseur d'entreprises doit se conformer à la norme générale applicable à toute mission confiée par une entreprise au réviseur d'entreprises. (par. A8-A9)	<p><b>A8.</b> La norme générale applicable à toute mission confiée par une entreprise au réviseur d'entreprises comprend, entre autres, les diligences requises en ce qui concerne l'acceptation de la mission (en ce compris la lettre de mission), la documentation de la mission et le contenu du rapport.</p> <p><b>A9.</b> Lors de l'acceptation de la mission, le réviseur sera particulièrement attentif aux caractéristiques de celle-ci lorsqu'il n'est pas commissaire de l'entité.</p>
10. Tout au long de sa mission, le réviseur d'entreprises doit faire preuve d'indépendance, d'objectivité, de compétence professionnelle et des qualités pédagogiques adaptées. (par. A10-A12)	<p><b>A10.</b> L'objectivité et l'indépendance sont intrinsèquement liées. Conformément aux dispositions légales, le réviseur s'acquitte en toute indépendance par rapport aux personnes concernées des missions révisorales qui lui sont confiées (art. 12, § 1<sup>er</sup> de la loi du 7 décembre 2016). Cette indépendance comporte deux aspects indissociables : l'indépendance d'esprit et l'indépendance d'apparence. En ce qui concerne l'indépendance d'apparence, le réviseur doit mettre en œuvre des procédures et actions pour éviter ou pour remédier aux faits et circonstances qui pourraient constituer une menace ou un risque pour son objectivité.</p> <p><b>A11.</b> Les qualifications techniques et les compétences professionnelles et pédagogiques contribueront à la bonne compréhension, par les membres du conseil d'entreprise, des faits économiques et financiers ce qui constitue une des conditions nécessaires à la qualité de la concertation sociale au sein de l'entité. Cela implique que les interlocuteurs disposent des informations nécessaires et suffisantes, et qu'ils puissent interpréter et comprendre par eux-mêmes les informations qui leur sont transmises afin de se former une opinion claire et correcte de la situation, de l'évolution et des perspectives de l'entité.</p> <p><b>A12.</b> Le rôle pédagogique du réviseur a pour objectif d'améliorer la compréhension des représentants des travailleurs au sein du conseil d'entreprise quant aux informations communiquées et de faciliter le dialogue ou l'interprétation d'informations complexes.</p>
11. Tout au long de ses missions, le réviseur doit considérer tous les éléments significatifs et exercer son jugement professionnel ainsi que faire preuve d'esprit critique afin de recueillir et de documenter les éléments probants suffisants et appropriés lui permettant de remplir sa mission et d'établir son rapport. (par. A13-A14)	<p><b>A13.</b> Le jugement professionnel est essentiel pour la bonne conduite de la mission. Cela tient au fait que l'interprétation des règles de déontologie concernées et des normes pertinentes, ainsi que les décisions fondées, requises tout au long de la mission, ne peuvent être faites ou prises sans s'appuyer sur une formation, une connaissance et une expérience pertinentes des faits et circonstances.</p>
12. Lors du contrôle des comptes annuels, le réviseur d'entreprises doit, lors de l'établissement de sa stratégie d'audit et de la planification de la mission conformément aux normes ISA, rester attentif aux IEF qui doivent être communiquées au conseil d'entreprise et à la qualité de celles-ci. Etant donné que certaines IEF ne font pas partie de l'audit des comptes annuels, le réviseur doit déterminer la nature et l'étendue des vérifications complémentaires à opérer et recueillir des éléments probants suffisants et appropriés, afin de pouvoir certifier le caractère fidèle et complet des IEF conformément à la présente norme.	<p><b>A14.</b> Faire preuve d'esprit critique est nécessaire pour évaluer de manière objective les éléments probants. Ceci implique de remettre en cause de manière contradictoire les éléments probants, la fiabilité des documents ainsi que la crédibilité des réponses aux demandes de renseignements. Ceci implique également de s'interroger sur le caractère suffisant et approprié des éléments probants recueillis eu égard aux circonstances.</p>
13. Le réviseur d'entreprises doit clôturer et archiver au plus tard soixante jours après la date de signature du rapport, son dossier comprenant la documentation sur la mission étayant son rapport. La documentation doit être suffisante et appropriée pour permettre à un réviseur d'entreprises expérimenté, n'ayant aucun lien antérieur avec la mission, de comprendre :	



<p>(a) la nature, le calendrier et l'étendue des procédures réalisées en application de la présente norme et des exigences légales et réglementaires applicables ;</p> <p>(b) les résultats des procédures mises en œuvre et les éléments probants recueillis ; et</p> <p>(c) les points importants relevés lors de la mission, les conclusions ou constatations auxquelles ils ont conduit et les jugements professionnels importants exercés pour aboutir à ces conclusions ou constatations.</p>	
---	--

## II. Lettre de mission

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>14.</b> Dans le cadre de sa mission auprès du conseil d'entreprise, le réviseur d'entreprises doit, conformément à l'article 21 de la loi du 7 décembre 2016, obtenir une lettre de mission de l'organe d'administration ou de son mandataire/ le chef d'entreprise qui formalise les modalités de la mission, entre autres les responsabilités du chef d'entreprise.</p> <p>Lorsqu'il effectue la mission en sa qualité de réviseur d'entreprises, il doit utiliser le modèle repris en annexe 1, qui établit le contenu minimal.</p> <p>Lorsque le réviseur d'entreprises est également le commissaire de l'entité, les sections relatives aux responsabilités du réviseur d'entreprises et celles de l'organe d'administration et du chef d'entreprise relatives aux IEF, telles que reprises dans le modèle de lettre de mission (annexe 1) doivent être intégrées dans la lettre de mission relative au mandat de commissaire.</p> <p><b>15.</b> La lettre de mission doit notamment mettre en évidence les responsabilités de l'organe d'administration, du chef d'entreprise, ainsi que celles du réviseur d'entreprises à l'égard du conseil d'entreprise. (par. A15-A17)</p>	<p><b>A15.</b> Le CSA impose certaines responsabilités à l'organe d'administration, dont celle de communiquer les IEF par écrit au conseil d'entreprise et de transmettre au réviseur d'entreprises une copie de ces IEF (art. 3:84 CSA). Le CSA ne contient pas de dispositions spécifiques applicables au chef d'entreprise. Les responsabilités du chef d'entreprise dans le cadre du conseil d'entreprise sont fixées par la loi de 1948 et l'AR de 1973. Le chef d'entreprise agit sous la responsabilité de l'organe d'administration. L'article 15bis, 3<sup>ème</sup> alinéa de la loi de 1948 prévoit qu'à défaut d'assemblée générale des associés, l'organe d'administration ou, à défaut de celui-ci, le chef d'entreprise, exerce les droits conférés à l'assemblée générale par les articles 3:83 à 3:95 CSA et que l'organe d'administration ou le chef d'entreprise doivent remplir les obligations imposées par les mêmes dispositions.</p> <p>Ainsi, le chef d'entreprise est également responsable de l'établissement et de la communication au réviseur d'entreprises des IEF que le chef d'entreprise juge fidèles et complètes en vue de fournir celles-ci au conseil d'entreprise dans les délais légaux.</p> <p><b>A16.</b> La lettre de mission précisera les IEF à communiquer au réviseur d'entreprises, comprenant entre autres les informations périodique et occasionnelle, les modalités de communication de ces IEF au réviseur d'entreprises et permettra également de confirmer les CCT et autres règlements applicables à l'entité.</p> <p><b>A17.</b> Les délais légaux à respecter selon la catégorie d'IEF sont repris à la section VI.1 de la présente norme et pourront utilement être mentionnés dans la lettre de mission.</p>

## III. Nomination et démission/révocation du réviseur d'entreprises

DILIGENCES REQUISES	TOEPASSINGSGERICHTE TEKSTEN
<p><b>16.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises présente sa candidature auprès du conseil d'entreprise pour un premier mandat ou pour le renouvellement de celui-ci, il doit communiquer à celui-ci toutes les informations qu'il considère pertinentes. (par. A18)</p> <p><b>17.</b> Lorsqu'un cabinet de révision a été désigné, celui-ci doit identifier dès le début de la mission le représentant permanent du cabinet de révision qui assumera le mandat dans la pratique et lorsqu'un changement de représentant intervient, en avertir le conseil d'entreprise. (par. A19)</p> <p><b>18.</b> Lorsqu'il est mis fin à la mission du réviseur d'entreprises en cours de mandat, soit sous la forme d'une démission, soit sous la forme d'une révocation, les dispositions légales seront d'application. Si le commissaire démissionne pour motifs personnels graves en cours de mandat et ce, lors d'une assemblée générale et après lui avoir fait rapport par écrit sur les raisons de sa démission, il doit avoir préalablement informé par écrit le conseil d'entreprise des raisons de sa démission. (par. A20)</p>	<p><b>A18.</b> Généralement, et dans tous les cas lorsque la majorité des représentants des travailleurs le demande, le réviseur d'entreprises se présente personnellement au conseil d'entreprise qui est amené à voter sur la proposition de nomination, sans toutefois assister au vote sur sa candidature. Le réviseur d'entreprises fournit les informations demandées par le conseil d'entreprise.</p> <p>En outre, il peut être utile que le réviseur fasse une présentation sous forme d'un document écrit qui aborde, par exemple, les points suivants: une présentation du cabinet de révision et du réviseur qui assumera le mandat en personne, l'approche d'audit, le calendrier, le volume des prestations et la manière d'aborder l'analyse et l'explication des IEF.</p> <p><b>A19.</b> Si le réviseur a été nommé à titre personnel (<i>intuitu personae</i>) par le conseil d'entreprise et qu'il n'est plus en mesure de poursuivre son mandat, une procédure normale de nomination doit être suivie pour désigner son successeur.</p> <p><b>A20.</b> En vertu de l'article 3:66, § 1, alinéa 2 CSA, le commissaire ne peut être révoqué en cours de mandat que pour juste motif, par l'assemblée générale et s'il existe un conseil d'entreprise au sein de cette entité, la révocation n'est valable que sur proposition ou avis conforme du conseil d'entreprise statuant à la majorité des voix émises par ses membres et à la majorité des voix émises par les membres nommés par les travailleurs (double majorité) (art. 3:91, alinéa 1er CSA).</p>

#### IV. Déclarations écrites

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>19.</b> Avant l'émission de son rapport, si le réviseur d'entreprises estime nécessaire d'obtenir une ou plusieurs déclarations écrites comme élément probant relatives aux IEF ou une ou plusieurs assertions spécifiques contenues dans celles-ci, il doit demander des déclarations écrites sur ces points en plus des déclarations écrites obtenues dans le cadre de l'audit des comptes annuels. (par. A21)</p>	<p><b>A21.</b> Complémentairement à l'acceptation par l'organe d'administration de ses responsabilités ainsi que de celles du chef d'entreprise dans la lettre de mission et aux déclarations écrites obtenues dans le cadre de l'audit des comptes annuels, le réviseur d'entreprises peut juger utile d'obtenir une déclaration écrite du chef d'entreprise qu'il a satisfait à ses responsabilités quant au caractère fidèle et complet de chaque catégorie d'IEF fournies au conseil d'entreprise et quant à certains points dans le cadre des comptes annuels.</p>

#### V. Missions auprès du conseil d'entreprises

##### V.1. Mission relative au rapport sur les comptes annuels et le rapport de gestion

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>20.</b> Afin d'établir le rapport sur les comptes annuels et le rapport de gestion, le réviseur d'entreprises doit appliquer les normes internationales d'audit applicables en Belgique ainsi que, lorsqu'elle est applicable, la norme complémentaire (version révisée 2021) aux normes ISA applicables en Belgique. Au terme de chaque exercice comptable, ce rapport doit être remis aux membres du conseil d'entreprise. (par. A22-A23)</p>	<p><b>A22.</b> L'obligation d'établir des comptes annuels est aussi applicable aux sociétés étrangères en ce qui concerne leurs succursales établies en Belgique, sauf lorsque ces succursales n'ont pas de produits propres liés à la vente de biens ou à la prestation de services à des tiers ou à des biens livrés ou à des services prestés à la société étrangère dont elles relèvent, et dont les charges de fonctionnement sont supportées entièrement par cette dernière (art. 3:1, § 2 CSA). En ce qui concerne le rapport du réviseur sur ces comptes annuels, celui-ci ne peut en aucun cas faire l'objet d'un dépôt à la BNB.</p> <p><b>A23.</b> Toute entité qui peut être considérée comme petite en application des critères énoncés dans le CSA est tenue, si elle a établi et publié ses comptes annuels selon le schéma abrégé ou le micro-schéma, de communiquer au conseil d'entreprise les comptes annuels selon le schéma complet ainsi qu'un bilan social selon le schéma le plus détaillé. Ces comptes annuels et ce bilan social communiqués au conseil d'entreprise doivent également être communiqués à l'assemblée générale (art. 15, b) loi de 1948). Le rapport du réviseur, qui porte sur ces nouveaux comptes annuels, ne peut en aucun cas faire l'objet d'un dépôt à la BNB.</p>

##### V.2. Mission relative au caractère fidèle et complet des IEF et rapports à établir

###### V.2.1. Travaux communs aux quatre catégories d'IEF

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>21.</b> Le réviseur d'entreprises doit déterminer si les IEF sont fidèles et complètes.</p> <p><b>22.</b> Pour vérifier si l'information est fidèle au sens qu'il convient de donner à ce terme pour l'interprétation de l'article 3:83 du CSA, le réviseur doit s'assurer :</p> <p>(a) que</p> <p>a. lorsqu'il s'agit de l'information de base, cette information fournie au conseil d'entreprise est conforme à des documents vérifiables et disponibles ;</p> <p>b. lorsqu'il s'agit de l'information annuelle et, le cas échéant, des informations périodique et occasionnelle, cette information fournie au conseil d'entreprise est conforme aux comptes annuels, à la comptabilité ou à d'autres documents vérifiables et disponibles</p> <p>(par. A24-A26) ; et</p> <p>(b) qu'aucune incohérence significative n'existe dans les IEF par rapport aux informations dont il a eu connaissance dans le cadre de sa mission (par. A27).</p> <p><b>23.</b> Lors de sa mission, le réviseur d'entreprises doit rester attentif aux indices suggérant que les IEF qui ne sont pas liées aux comptes annuels</p>	<p><b>A24.</b> Le réviseur n'est pas tenu de rechercher des éléments destinés à corroborer des informations qui ne découlent pas de la comptabilité, des comptes annuels ou d'autres documents vérifiables.</p> <p><b>A25.</b> Lorsque les éléments ne sont pas disponibles, il y a lieu d'examiner dans quelle mesure une observation particulière (cf. par. A48) doit être formulée dans le rapport de certification.</p> <p><b>A26.</b> La conformité signifie que l'information a effectivement le même contenu que le document vérifié, même si dans certains cas la forme peut en être différente.</p> <p><b>A27.</b> Par incohérence significative dans les IEF, il s'agit d'informations incorrectement formulées ou autrement trompeuses (y compris parce que des informations nécessaires pour bien comprendre un élément communiqué dans les informations sont omises ou occultées). Elle est significative, lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle influence la perception par les membres du conseil d'entreprise de la situation économique, financière et sociale de l'entité et les éventuelles conséquences en matière d'emploi, des décisions, résultats et perspectives.</p> <p><b>A28.</b> Dans le cadre de sa mission vis-à-vis du conseil d'entreprise, le réviseur d'entreprises se focalise sur les attentes objectivées des membres du conseil d'entreprise qui sont les seuls destinataires des rapports de certification des IEF ainsi que des analyses et explications données par le réviseur.</p>

<p>ou à la comptabilité mais qui résultent de documents vérifiables comportent une incohérence significative. (par. A28)</p> <p><b>24.</b> Pour vérifier le caractère complet (par. A29-A30), le réviseur doit s'assurer :</p> <p>(a) que d'un point de vue formel, les IEF comprennent effectivement les renseignements relatifs à chacun des éléments visés par les dispositions légales et réglementaires ; et</p> <p>(b) que d'un point de vue substantiel, les renseignements fournis sont cohérents et pertinents afin de permettre aux membres du conseil d'entreprise de comprendre la situation économique, financière et sociale de l'entité et les éventuelles conséquences en matière d'emploi des décisions, résultats et perspectives. (par. A30)</p>	<p><b>A29.</b> Les IEF doivent être certifiées quant à leur caractère complet, tout en tenant compte de la disponibilité, du caractère confidentiel et de l'importance relative de ces informations.</p> <p><b>A30.</b> Les IEF doivent répondre à l'exigence de cohérence, ce qui signifie être comparables dans le temps et en particulier en ce qui concerne les méthodes d'élaboration.</p>
<p><b>25.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises constate qu'il ne dispose pas des éléments suffisants et appropriés, il doit examiner si de tels éléments existent et dans l'affirmative, demander aux responsables de l'entité de les lui fournir.</p> <p><b>26.</b> Le réviseur doit être conscient que certaines IEF pourraient être considérées comme confidentielles. (par. A31-A32)</p>	<p><b>A31.</b> Dans certains cas, le chef d'entreprise peut être autorisé à déroger au principe de la communication obligatoire. Cette faculté de dérogation est subordonnée toutefois à l'approbation préalable d'un fonctionnaire de l'inspection des lois sociales. Elles concernent des informations qui peuvent causer préjudice à l'entité si elles sont divulguées. L'article 27 de l'AR 1973 contient une liste limitative de ces informations. Il s'agit principalement de données relatives à la recherche scientifique et aux aspects commerciaux. Le cas échéant, le réviseur d'entreprises veille également, à l'égard de l'inspection sociale, au respect de son secret professionnel.</p> <p><b>A32.</b> Le chef d'entreprise peut également décider de qualifier certaines informations de confidentielles (art. 33 AR de 1973). Ceci implique qu'elles ne peuvent être divulguées en dehors du conseil d'entreprise. Il s'agit, par exemple, d'informations concernant les politiques commerciales ou des informations dont la divulgation est prématurée pour l'entité.</p>
<p><b>27.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises constate qu'une information économique et financière significative, liée aux comptes annuels, n'est pas fidèle ou est incomplète, il doit vérifier dans quelle mesure cette situation a été prise en compte en exprimant son opinion sur l'image fidèle des comptes annuels. Si cette situation n'a pas d'impact sur cette dernière mais qu'elle pourrait l'amener à délivrer une certification modifiée sur les IEF, il doit en informer le chef d'entreprise afin que celui-ci apporte la correction nécessaire. Si ce dernier n'y donne pas suite, il doit en informer d'initiative le conseil d'entreprise (art. 3:83, 4° CSA) et évaluer les conséquences de cette situation lors de la rédaction de son rapport. (par. A33)</p> <p><b>28.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises constate qu'une information économique et financière significative, liée aux comptes annuels, n'est pas fidèle ou est incomplète, et que cette situation a amené le réviseur d'entreprises à exprimer une opinion modifiée, il doit en tenir compte lors de la rédaction de son rapport sur les IEF (voir la section V.2.3.1.). (par. A33)</p>	<p><b>A33.</b> L'annexe 4 de la présente norme fournit un schéma résumant relation entre l'opinion sur l'image fidèle des comptes annuels et la certification des IEF.</p>
<p><b>29.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises constate qu'une information économique et financière significative, non liée aux comptes annuels, n'est pas fidèle ou est incomplète et qu'il estime ne pas pouvoir délivrer une certification non modifiée, il doit en informer le chef d'entreprise afin que celui-ci apporte la correction nécessaire. Si ce dernier n'y donne pas suite, il doit en informer d'initiative le conseil d'entreprise (art. 3:83, 4° CSA) (voir également le par. A43) et évaluer les conséquences de cette situation lors de la rédaction de son rapport. (par. A33-A34)</p>	<p><b>A34.</b> Les circonstances mentionnées dans le paragraphe 28 sont traitées par l'art. 3:83, 4° CSA. Il y a lieu de donner suite à la communication du réviseur d'entreprises dans le mois qui suit son intervention. Dans la pratique, le chef d'entreprise procède tout de suite à la correction nécessaire, notamment en ce qui concerne les informations périodique et occasionnelle.</p>

*V.2.2. Travaux spécifiques selon la catégorie d'IEF*

**V.2.2.1. Information de base et information annuelle**

<p><b>30.</b> Le réviseur doit s'assurer du caractère fidèle et complet des éléments et des documents composant l'information de base et l'information annuelle. (par. A35-A36)</p>	<p><b>A35.</b> L'AR de 1973 reprend de manière claire et précise les informations faisant partie de l'information de base et de l'information annuelle, ce qui facilite grandement la vérification par le réviseur du caractère complet des éléments et des documents composant les IEF.</p> <p>L'information de base et l'information annuelle peuvent se résumer comme suit :</p> <p>(1) l'information de base : celle-ci comprend l'ensemble des informations et des données fournies après les élections sociales. Elles permettent de comprendre et d'utiliser les informations des</p>
---	--

	<p>dernières années et de les situer dans l'activité globale de l'entité, du groupe et de l'économie nationale et internationale.</p> <p>(2) l'information annuelle : celle-ci actualise l'information de base et donne au conseil d'entreprise des renseignements sur la situation et l'évolution de l'entreprise au cours de l'année écoulée, les différences entre les objectifs fixés et les réalisations effectives. Elle comprend également les objectifs et les perspectives pour les années à venir.</p> <p>On rappellera toutefois, comme précisé dans l'AR de 1973 que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans les cas où soit l'entreprise, soit l'entité juridique, dont elle fait partie, sont constituées sous la forme d'une société, le chef d'entreprise est tenu de remettre aux membres du conseil d'entreprise tout document communiqué aux associés ;</li> <li>- les sociétés cotées transmettent au conseil d'entreprise les informations relatives à la bonne gouvernance, le rapport du comité de rémunération, les propositions de nomination d'administrateurs indépendants et les requêtes visant l'octroi aux membres d'un organe d'administration d'une indemnité supérieure à 12 mois de salaire.</li> </ul> <p>Le réviseur sera également attentif aux informations qui doivent être reprises dans les IEF et qui ne sont pas nécessairement reprises dans l'AR de 1973, mais qui sont à communiquer en vertu d'une convention collective de travail et celles qui sont fournies indépendamment de toute obligation légale, administrative ou conventionnelle.</p> <p>Il s'agit essentiellement des informations requises par la CCT 9 (voir par. A39) et, le cas échéant par les CCT 24 et 39.</p> <p><b>A36.</b> Lorsqu'une information de base ou annuelle n'est pas requise ou n'est pas d'application dans l'entité et que le chef d'entreprise ne l'a pas lui-même mentionné, le réviseur jugera s'il est utile de le préciser dans son rapport.</p>
<p><b>31.</b> Les informations de base et annuelle contiennent des éléments sur les perspectives d'avenir. Le réviseur d'entreprises doit s'assurer, à des fins d'évaluation et de confirmation, que ces informations sont établies selon des méthodes raisonnables et qu'elles ne présentent aucune contradiction évidente avec d'autres informations disponibles et avec l'évolution générale à laquelle on peut raisonnablement s'attendre. (par. A37)</p>	<p><b>A37.</b> L'incertitude étant inhérente aux perspectives d'avenir, le réviseur n'est pas en mesure d'en certifier le caractère fidèle.</p>

V.2.2.2. Travaux relatifs au bilan social

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>32.</b> Le bilan social fait partie de l'information annuelle à communiquer au conseil d'entreprise.</p> <p><b>33.</b> Le réviseur d'entreprises doit effectuer les travaux requis par les paragraphes 69-76 de la norme complémentaire (version révisée 2021) aux normes ISA applicables en Belgique.</p> <p><b>34.</b> Afin de pouvoir émettre son rapport au conseil d'entreprise relatif au caractère fidèle et complet du bilan social faisant partie des IEF, le réviseur d'entreprises doit s'assurer de la cohérence des IEF relatives aux frais de personnel communiqués au conseil d'entreprise avec les informations mentionnées dans le bilan social.</p>	

V.2.2.3. Informations périodique et occasionnelle

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>35.</b> Le chef d'entreprise communique au réviseur d'entreprises conformément aux modalités convenues dans la lettre de mission les informations périodique et occasionnelle que le chef d'entreprise doit transmettre au conseil d'entreprise. (par. A38-A39) Le réviseur doit procéder à leur lecture et, lorsque ces informations sont significatives, :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer qu'elles sont fidèles et complètes par rapport aux informations disponibles ;</li> <li>- communiquer au chef d'entreprise, la (les) raison(s) pour laquelle (lesquelles) la certification ne pourra être délivrée ou les lacunes constatées ainsi que la correction souhaitée ; et</li> </ul>	<p><b>A38.</b> Les informations périodique et occasionnelle peuvent se résumer comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>(1) l'information périodique : celle-ci fournit des renseignements sur l'évolution prévisible des ventes, les commandes, la production, les coûts et les prix de revient, les stocks, la production et l'emploi. Elle permet au conseil d'entreprise de se rendre compte de l'état de réalisation des objectifs.</li> <li>(2) l'information occasionnelle : celle-ci fournit au conseil d'entreprise des informations lorsque se produisent des événements susceptibles d'entraîner pour l'entité des conséquences importantes ou lorsque des décisions internes surviennent, susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur l'entité.</li> </ol>



<p>- si le chef d'entreprise n'y donne pas suite dans le mois qui suit son intervention, en informer d'initiative le conseil d'entreprise, sans donner lui-même l'information correcte (cf. par. A43).</p>	<p><b>A39.</b> Des dispositions réglementaires, inscrites dans des différents arrêtés royaux et CCT, obligent le chef d'entreprise à informer le conseil d'entreprise, chaque fois que se produisent des événements ou qu'interviennent des décisions internes susceptibles d'avoir des impacts importants sur l'entité et sur l'emploi.</p> <p>Ces obligations s'appliquent lors de changements substantiels qui portent notamment sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la communication aux représentants des travailleurs de tous les documents transmis aux actionnaires (art. 2 AR de 1973) ;</li> <li>- les aspects économiques et financiers, « chaque fois que se produisent des événements susceptibles d'entraîner pour l'entreprise des conséquences importantes et dans tous les cas où interviennent des décisions internes susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur l'entreprise » (art. 25-26, A.R. 27/11/1973) ;</li> <li>- la mise au chômage technique (Rapport au Roi, AR 27 novembre 1973) ;</li> <li>- les perspectives générales des activités, qui peuvent entraîner des modifications importantes dans l'organisation du travail ou les contrats de travail (art. 4 CCT 9) ;</li> <li>- l'emploi, « lorsqu'en dérogation aux prévisions en matière d'emploi [...], le chef d'entreprise est amené à procéder à des licenciements ou à des recrutements collectifs pour des raisons économiques ou techniques » (art. 7 CCT 9) ;</li> <li>- l'organisation du travail, « les projets et mesures susceptibles de modifier les circonstances et les conditions dans lesquelles s'exécute le travail dans l'entreprise ou dans une de ses divisions (art. 10 CCT 9) ;</li> <li>- la structure de l'entreprise, « en cas de fusion, concentration, reprise ou fermeture ou autres modifications de structure importantes négociées par l'entreprise » (art. 11 CCT 9) ;</li> <li>- d'une manière générale, l'évaluation des activités, la situation économique et financière de l'entreprise, ainsi que de l'ensemble du groupe dont celle-ci fait partie ;</li> <li>- une procédure d'information et de consultation préalable des représentants du personnel telle que prévue par la CCT 24 en matière de licenciements collectifs ;</li> <li>- ...</li> </ul>
<p><b>36.</b> Lorsque dans le cadre de sa mission, le réviseur constate l'existence d'événements qu'il considère comme revêtant une importance majeure pour l'entité, par exemple par rapport aux conditions et décisions d'avenir de l'entité et répondant au concept d'information occasionnelle, il doit s'assurer que celle-ci a bien fait l'objet d'une communication auprès du conseil d'entreprise. (par. A40-A43)</p>	<p><b>A40.</b> Il est de la responsabilité première de l'organe d'administration et, le cas échéant, du chef d'entreprise de prendre les mesures appropriées pour faire face aux risques de discontinuité. Les événements, évolutions et indicateurs qui ont un impact sur la continuité sont une source d'inquiétudes pour le personnel de l'entité.</p> <p>La continuité est un élément important dans la mission de contrôle du réviseur d'entreprises. Par sa connaissance de l'entité, son jugement indépendant et la permanence de sa fonction, le réviseur d'entreprises remplit les conditions nécessaires pour jouer un rôle spécifique lorsque l'entité connaît des difficultés financières. Il s'agit d'une mission d'ordre public prévue dans diverses dispositions normatives, législatives et réglementaires.</p> <p><b>A41.</b> Plusieurs dispositions normatives ou légales relatives à l'audit visent l'évaluation de la continuité de l'entité par le réviseur. En effet, les normes internationales d'audit (<i>International Standards on Auditing</i>, ISA) applicables en Belgique précisent que, tout au long de sa mission de contrôle, le réviseur doit rester attentif aux conditions ou aux événements, de nature financière ou opérationnelle, qui sont susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entreprise à poursuivre son exploitation. Les dispositions légales visent essentiellement les procédures de sonnette d'alarme (art. 5:153 (SRL), 6:119 (SC) ou art. 7:228 CSA (SA)) et d'alerte (art. 3:69 CSA ou art. XX.23, § 3, du Code de droit économique).</p> <p><b>A42.</b> Durant l'année, lorsque les circonstances le requièrent, le chef d'entreprise est tenu de communiquer avec le conseil d'entreprise, sous la forme d'information occasionnelle. Ce sera le cas, par exemple, lors de la procédure d'alerte ou de la mise en œuvre de la procédure sonnette d'alarme, pour laquelle le chef d'entreprise transmettra au conseil d'entreprise les documents transmis dans ce cadre aux actionnaires pour les assemblées générales, une copie du procès-verbal de cette assemblée dans lequel sont consignées les décisions de la dite assemblée et l'intervention éventuelle du réviseur.</p>

	<b>A43.</b> Il ne revient pas au réviseur d'entreprises de communiquer lui-même les informations à transmettre par le chef d'entreprise au conseil d'entreprise. Le cas échéant, lorsqu'il n'y a pas d'accord sur les informations à communiquer, le réviseur d'entreprises peut juger utile de solliciter un avis juridique.
--	---

*V.2.3. Certification selon chaque catégorie des IEF*

*V.2.3.1. Types de certification de l'information de base*

<b>DILIGENCES REQUISES</b>	<b>MODALITES D'APPLICATION</b>
<p><b>37.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises conclut que l'information de base est, dans tous ses aspects significatifs, fidèle et complète par rapport aux informations dont il dispose, le cas échéant après correction par le chef d'entreprise, le réviseur d'entreprises doit exprimer une certification non modifiée.</p> <p><b>38.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises exprime une opinion avec réserve ou une opinion négative sur les comptes annuels ou formule une abstention d'opinion, il doit en évaluer les conséquences sur sa certification de l'information de base et adapter celle-ci afin d'assurer la cohérence de ses constatations. (par. A44)</p> <p><b>39.</b> Lorsqu'une information jugée significative dans le contexte des IEF, non liée aux comptes annuels ou liée aux comptes annuels sans avoir eu d'impact sur l'opinion sur l'image fidèle des comptes annuels, n'est pas fidèle ou est incomplète et que le chef d'entreprise n'a pas apporté la correction demandée, le réviseur doit mentionner l'existence de cette anomalie dans son rapport et exprimer une certification modifiée. (par. A43)</p> <p><b>40.</b> Dans les circonstances décrites au paragraphe 39, le réviseur d'entreprises doit exprimer une opinion négative lorsqu'il conclut, que le cumul des anomalies a une incidence fondamentale sur le caractère fidèle et complet des informations au point qu'elle leur enlève toute pertinence.</p> <p><b>41.</b> Le réviseur doit formuler une abstention de certification lorsqu'il n'est pas en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés sur lesquels fonder sa certification et qu'il conclut que cette situation a une incidence fondamentale sur le caractère fidèle et complet des informations au point qu'elle leur enlève toute pertinence.</p>	<p><b>A44.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises exprime une opinion négative ou une abstention d'opinion sur l'image fidèle des comptes annuels, il sera généralement amené à exprimer une certification négative ou une abstention de certification sur l'information de base.</p>

*V.2.3.2. Types de certification sur l'information annuelle, et, le cas échéant, les informations périodique et occasionnelle*

<b>DILIGENCES REQUISES</b>	<b>MODALITES D'APPLICATION</b>
<p><b>42.</b> Le réviseur d'entreprises doit appliquer les paragraphes 37 à 41 de la présente norme concernant la certification de l'information annuelle.</p> <p><b>43.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises conclut que les informations périodique et occasionnelle sont, dans tous leurs aspects significatifs, fidèles et complètes par rapport aux informations dont il dispose, le cas échéant après correction par le chef d'entreprise le réviseur d'entreprises doit, formuler une certification non modifiée selon laquelle il n'a pas relevé de faits qui le laissent à penser que les informations périodique ou occasionnelle fournies ne sont pas fidèles et complètes par rapport aux informations dont il a eu connaissance dans le cadre de sa mission.</p> <p><b>44.</b> Lorsque les informations périodique et occasionnelle jugées significatives ne sont pas fidèles ou sont incomplètes par rapport aux informations disponibles et que le chef d'entreprise n'a pas apporté la correction demandée, le réviseur d'entreprises doit, formuler une certification avec réserve ou une certification négative sur les informations périodique et occasionnelle selon laquelle il a eu connaissance d'un fait qui le laisse à penser qu'un ajustement significatif doit être apporté aux informations pour que celles-ci soient fidèles et complètes.</p> <p><b>45.</b> Lorsque le réviseur d'entreprises n'est pas en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés sur lesquels fonder sa certification et qu'il conclut que cette situation a une incidence fondamentale sur le caractère fidèle et complet des informations au point qu'elle leur enlève toute pertinence, il doit formuler une abstention de certification.</p>	



V.2.4. Structure des rapports sur les IEF

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>46.</b> Le réviseur d'entreprises doit établir un rapport de certification sur l'information de base et, au terme de chaque exercice comptable, sur l'information annuelle (mise à jour de l'information de base et les autres éléments de l'information annuelle requis par la loi), en faisant usage des modèles de rapport repris aux annexes 2 et 3 de la présente norme. (par. A45-A46)</p> <p><b>47.</b> Afin de pouvoir établir son rapport de certification, le réviseur d'entreprises doit apprécier, sur la base des éléments probants recueillis, s'il a ou non obtenu l'assurance nécessaire sur le caractère fidèle et complet des IEF.</p>	<p><b>A45.</b> Dans le cadre de l'information de base communiquée aux membres du conseil d'entreprise après leur élection ou leur réélection, le rapport de certification selon le modèle en annexe sera joint à cette information de base.</p> <p><b>A46.</b> Les modèles de rapport repris aux annexes 2 et 3 de la présente norme présentent une certification sans réserve et doivent par conséquent être adaptés aux circonstances spécifiques.</p>

V.2.4.1. Rapport sur l'information de base

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>48.</b> Le réviseur d'entreprises doit utiliser des intitulés précis dans le « Rapport sur l'information de base » et doit veiller à reprendre les sections présentées ci-dessous :</p> <p>(ii) une section reprenant les responsabilités du chef d'entreprise ;            (iii) une section reprenant les responsabilités du réviseur d'entreprises;            (iv) une section relative à la certification du caractère fidèle et complet de l'information de base comprenant les sous-sections suivantes :</p> <p>a) « Description de la mission »            b) « Observations particulières relatives à l'information de base » (par. A47)            c) Le cas échéant, lorsque le réviseur d'entreprises ne peut conclure sur le caractère fidèle et complet de l'information de base, une sous-section décrivant la modification liée à la certification de l'information de base » (cf. par. 37-41) ;            d) « Certification de l'information de base » ou « Certification avec réserve / Certification négative / Abstention de certification de l'information de base » ;            (v) le cas échéant, un paragraphe relatif à d'autres points (par. A48) ;            (vi) une section « Limitation de l'utilisation du rapport » (par. A49).</p>	<p><b>A47.</b> Selon les circonstances de la mission, le réviseur d'entreprises sera confronté à une limitation de ses contrôles. Il peut s'agir :</p> <p>(a) des perspectives d'avenir ;            (b) de l'impossibilité de contrôler de manière complète certaines données ;            (c) d'informations non communiquées par le chef d'entreprise, car non disponibles.</p> <p>Les observations relatives à l'exécution de la mission peuvent contenir des nuances qui influencent la lecture de la certification. Toutefois, il convient d'éviter toute confusion entre ces observations et des réserves relatives au caractère fidèle et complet de l'IEF. Il ne peut être question d'introduire de simples observations lorsqu'une information dont la loi requiert clairement la communication fait défaut; dans ce cas, une certification avec réserve sera nécessaire.</p> <p><b>A48.</b> Un paragraphe relatif à d'autres points pourrait être utilisé lorsque, par exemple, le réviseur souhaite communiquer le non-respect par le chef d'entreprise d'un délai légal (voir par. A63).</p> <p><b>A49.</b> Afin d'éviter tout malentendu, il est important de signaler à l'utilisateur du rapport que celui-ci a été établi dans le contexte de l'article de loi applicable et de l'objectif poursuivi par cet article de loi. Par conséquent, le rapport ne peut être utilisé dans aucun autre contexte.</p> <p>La destinataire du rapport et sa diffusion sont réglés par la loi.</p>

V.2.4.2. Rapport sur l'information annuelle et, le cas échéant, les informations périodique et occasionnelle

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>49.</b> Le réviseur d'entreprises doit utiliser des intitulés précis dans le « Rapport sur l'information annuelle » et doit veiller à reprendre les sections présentées ci-dessous :</p> <p>(i) une section reprenant les responsabilités du chef d'entreprise ;            (ii) une section reprenant les responsabilités du réviseur d'entreprises;            (iii) une section relative à la certification du caractère fidèle et complet de l'information annuelle (voir également le par. 50) comprenant les sous-sections suivantes :</p> <p>a) « Description de la mission », comprenant une synthèse des principaux travaux, comprenant, le cas échéant, un point spécifique (par. A50) ;            b) « Observations particulières relatives à l'information annuelle » (par. A47)            c) le cas échéant, lorsque le réviseur d'entreprises ne peut conclure sur le caractère fidèle et complet de l'information annuelle, une sous-section décrivant la modification liée à la certification de l'information annuelle » (cf. par. 42-45) ;            d) « Certification de l'information annuelle » ou « Certification avec réserve / Certification négative / Abstention de certification de l'information annuelle » ;            (vii) une section « Rapport du commissaire incluant notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires »;</p>	<p><b>A50.</b> Le commissaire peut, le cas échéant, attirer l'attention sur un ou des éléments qui, selon son jugement professionnel, sont pertinents pour la compréhension des utilisateurs des travaux réalisés conformément aux paragraphes 69-76 de la norme complémentaire (version révisée 2021) aux normes ISA applicables en Belgique.</p>

(viii) le cas échéant, un paragraphe relatif à d'autres points (par. A48) ; (ix) le cas échéant, une section relative aux aspects relatifs à la transmission d'autres informations au conseil d'entreprise (voir section VI.5. de la présente norme) ; (x) une section « Diffusion du rapport » (par. A49).	
<b>50.</b> Dans la section relative à la certification du caractère fidèle et complet de l'information annuelle, le réviseur doit, le cas échéant, inclure la certification (non modifiée ou modifiée) des informations périodique et occasionnelle. Dans ce cas, le réviseur doit adapter l'intitulé de la section et des sous-sections visées au paragraphe 49 (iii). (par. A51)	<b>A51.</b> Dans certaines entités, le réviseur pourrait être amené à établir un rapport distinct sur les informations périodique et occasionnelle dont le contenu, non légalement défini, dépendra des circonstances.

### V.3. Mission relative à l'analyse et l'explication des IEF

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<b>51.</b> Le réviseur d'entreprises a pour mission d'analyser et d'expliquer particulièrement à l'intention des membres du conseil d'entreprise nommés par les travailleurs, les IEF qui ont été transmises au conseil d'entreprise, quant à leur signification relative à la structure financière et à l'évolution de la situation financière de l'entité (art. 3:83, 3° CSA). (par. A52) <b>52.</b> Dans le cadre de sa mission visant à analyser et expliquer les IEF transmises par le chef d'entreprise au conseil d'entreprise, le réviseur d'entreprises doit répondre aux questions qui lui sont posées par les membres du conseil d'entreprise, lorsque celles-ci relèvent de sa compétence, pour leur permettre de percevoir la situation et l'évolution de l'entité, sans porter atteinte à son secret professionnel. (par. A53)	<b>A52.</b> Les qualifications techniques et les compétences professionnelles et pédagogiques évoquées au paragraphe A10 de la présente norme seront particulièrement importantes lors de sa mission d'analyse et d'explication des IEF. <b>A53.</b> La mission du réviseur ne vise pas à apprécier l'opportunité des décisions de gestion, mais bien à expliciter les informations significatives dans le but de donner une vision globale et factuelle sur la situation et l'évolution économique et financière de l'entité. Le réviseur veille à présenter les informations dans leur contexte général, comme par exemple en matière d'activités, de rentabilité et de solvabilité, à la position de l'entité dans le groupe, aux relations intragroupe et aux comptes consolidés, ainsi que sur la survenance de risques particuliers pouvant avoir un impact significatif sur les perspectives de continuité de l'entité.  Les indicateurs doivent être, dans la mesure du possible, adaptés aux spécificités des secteurs du non marchand.
<b>53.</b> Le réviseur d'entreprises doit communiquer son analyse et ses explications relatives aux IEF par des commentaires ou réponses orales à des questions posées. (par. A54)	<b>A54.</b> A l'issue d'une réunion du conseil d'entreprise, le réviseur d'entreprises pourra juger utile en fonction des circonstances de confirmer certaines explications par écrit et notamment :  - les explications relatives aux points particuliers qu'il n'a pas été possible d'éclairer en séance;  - la confirmation d'explications complexes à propos desquelles le réviseur préfère s'assurer qu'elles sont comprises avec précision et clarté.

## VI. Aspects particuliers

### VI.1. Aspects relatifs aux délais à respecter selon la catégorie d'IEF

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<b>54.</b> En ce qui concerne les délais de communication des IEF, le réviseur doit tenir compte des quatre catégories d'IEF qui doivent être communiquées au conseil d'entreprise conformément à l'AR de 1973. (par. A55-A59) <b>55.</b> Lorsque les délais légaux de convocation et de remise des rapports relatifs aux IEF ou de tenue des réunions ne sont pas respectés, le réviseur d'entreprises doit attirer l'attention du chef d'entreprise sur sa responsabilité. Il doit en informer le secrétaire du conseil d'entreprise. (par. A60-A63)	<b>A55.</b> Conformément à l'AR de 1973, les délais de transmission des IEF sont :  - en ce qui concerne l'information de base : dans les deux mois qui suivent l'élection ou la réélection des membres du conseil d'entreprise (art. 4 AR de 1973); (par. A57) - en ce qui concerne l'information annuelle : o si l'entreprise ou l'entité juridique, dont elle fait partie est constituée sous la forme d'une société, la réunion du conseil d'entreprise consacrée à l'examen de cette information a lieu obligatoirement avant l'assemblée générale au cours de laquelle les associés se prononcent sur la gestion et les comptes annuels ; o dans les autres cas, dans les trois mois de la clôture de l'exercice (art. 16 AR de 1973); (par. A58-A59) ; - en ce qui concerne l'information périodique : tous les trois mois au moins (art. 24 AR de 1973); - en ce qui concerne l'information occasionnelle : chaque fois que se produisent des événements susceptibles d'entraîner pour l'entreprise des conséquences importantes ou dans tous les cas où interviennent des décisions internes susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur l'entreprise (art. 25 AR de 1973).  <b>A56.</b> Si nécessaire, le réviseur rappellera au chef d'entreprise sa responsabilité en matière de respect des délais de transmission des IEF.  <b>A57.</b> L'AR de 1973 précise que l'information de base doit être communiquée aux membres (élus) du conseil d'entreprise au plus tard deux mois

	<p>suivant les élections sociales. L'information de base transmise est ensuite discutée endéans les deux mois – et donc au plus tard quatre mois après les élections - lors d'une séance extraordinaire du conseil d'entreprise.</p> <p><b>A58.</b> Lorsque les comptes annuels ne sont pas disponibles dans le délai de 3 mois, le réviseur veillera à ce que le chef d'entreprise et le secrétaire du conseil arrête de commun accord un calendrier afin que, comme pour les sociétés, le conseil d'entreprise se tienne avant l'assemblée générale.</p> <p><b>A59.</b> Lorsque dans des circonstances exceptionnelles, le délai de présentation de l'information avant l'assemblée générale ne peut être respecté, le réviseur veillera à ce que le chef d'entreprise et le secrétaire du conseil arrêtent de commun accord un nouveau calendrier.</p> <p><b>A60.</b> La loi précise que les IEF et, éventuellement (cf. par. A61), le rapport du réviseur sont transmis 15 jours calendrier avant le conseil d'entreprise afin de permettre aux représentants des travailleurs de prendre connaissance de toute la documentation.</p> <p><b>A61.</b> Les rapports du réviseur relatifs à l'information annuelle et aux comptes annuels seront généralement remis 15 jours avant la réunion sur l'information annuelle sauf si le réviseur et le conseil d'entreprise en ont convenu autrement. Ce délai de 15 jours n'étant toutefois pas précisé légalement, il est possible que ces rapports puissent être remis au plus tard le jour même de la réunion du conseil d'entreprise. De même, le rapport ne peut être établi que si les IEF ont été préalablement communiquées au réviseur dans un délai lui permettant de réaliser ses travaux de contrôle et de préparer son rapport.</p> <p><b>A62.</b> L'information périodique doit être diffusée au moins tous les trois mois sans que la législation ne soit plus précise.</p> <p><b>A63.</b> La tenue de la réunion du conseil d'entreprise relative à l'information annuelle est une obligation liée à l'AR de 1973 et non au CSA. Dès lors, le non-respect des délais relatifs à cette réunion peut, si le réviseur d'entreprises l'estime approprié, être mentionné dans le rapport de certification dans la section relative à d'autres points (voir par. A47).</p>
--	--

## VI.2. Aspects spécifiques relatifs aux réunions

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<p><b>56.</b> Le réviseur d'entreprises peut assister aux réunions du conseil d'entreprise chaque fois qu'il l'estime opportun (par. A64) mais doit y assister lorsqu'il y est invité par le chef d'entreprise ou par les membres nommés par les travailleurs statuant à cet effet à la majorité des voix émises par eux (art. 3:86 du CSA). (par. A65-A66)</p> <p><b>57.</b> Lorsque le réviseur a été dûment convoqué dans un délai raisonnable et qu'une raison impérieuse l'empêche de participer à la réunion, il doit communiquer les motifs de son empêchement. Dans ce cas exceptionnel, un associé ou un collaborateur-réviseur disposant d'une connaissance suffisante du dossier, peut remplacer le réviseur à la réunion.</p>	<p><b>A64.</b> Il est conseillé que le réviseur d'entreprises assiste à toute réunion du conseil d'entreprise appelé à discuter sur la base d'un rapport qu'il a établi.</p> <p><b>A65.</b> Lors d'une participation à une réunion préparatoire à laquelle le réviseur a été invité, ce dernier veillera à en informer préalablement le président et le secrétaire du conseil d'entreprise afin de respecter l'égalité de traitement entre tous les représentants des travailleurs et l'ensemble des délégations. Cette démarche est indispensable afin de respecter, entre autres, le principe d'indépendance du réviseur.</p> <p><b>A66.</b> Il convient toutefois de préciser que les modalités pratiques de fonctionnement du conseil d'entreprise, conformément à l'article 22, § 2 de la loi de 1948, sont établies dans les règlements d'ordre intérieur des entités ou au sein des commissions paritaires ou encore au niveau sectoriel. Il est conseillé de vérifier si le règlement d'ordre intérieur applicable au niveau de l'entité ne prévoit pas de règles plus strictes en ce qui concerne le quorum de présence.</p>
<p><b>58.</b> Le chef d'entreprise, d'une part, et le réviseur d'entreprises, d'autre part, doivent répondre aux questions formulées par les représentants des travailleurs de manière claire, simple et précise. (par. A67-A69)</p>	<p><b>A67.</b> Lors de la réunion consacrée à l'information annuelle, les comptes annuels sont présentés par le chef d'entreprise qui généralement commente les rubriques les plus significatives et explique les variations les plus importantes. Etant donné que la législation ne précise pas le degré de détail de ces commentaires, le réviseur pourrait être consulté sur le niveau de détail à fournir. Le réviseur tiendra compte de l'objectif de l'information annuelle qui est notamment de permettre au conseil d'entreprise de se former une opinion sur la stabilité financière de l'entité, ses liquidités et sa rentabilité, ainsi que sur les perspectives pour les travailleurs (cf. art. 15 AR de 1973).</p> <p><b>A68.</b> Le réviseur ne peut, toutefois, pas se substituer au chef d'entreprise et divulguer des informations qui ne peuvent être communiquées que par ce dernier.</p> <p><b>A69.</b> Lorsque les questions sont posées dans le cadre des informations périodique et occasionnelle, le réviseur d'entreprises invité s'efforcera</p>

	toujours de situer cette information dans la vue globale de l'entité et de la rapprocher des informations de base et annuelle dont disposent les membres du conseil d'entreprise.
<b>59.</b> Les procès-verbaux rédigés par le secrétaire du conseil d'entreprise sont communiqués aux membres du conseil d'entreprise pour leur approbation. Pour assurer la mission de contrôle, il est impératif que le réviseur d'entreprises soit en possession de ces procès-verbaux. Dès réception du procès-verbal relatif à une réunion à laquelle le réviseur était présent, il doit s'assurer que ses déclarations ont été correctement relatées. A défaut, il doit demander de préférence par écrit les corrections qui s'imposent.	

VI.3. Aspects relatifs aux entités faisant partie d'un groupe (national ou international)

DILIGENCES REQUISES	MODALITÉS D'APPLICATION
<b>60.</b> Lorsque l'entité appartient à un groupe, les IEF doivent être complètes et suffisamment claires pour donner aux travailleurs une idée correcte des activités, des résultats et des perspectives de l'entité au regard du groupe économique et financier dont elle fait partie. Compte tenu de la technicité des comptes consolidés et de leur caractère volumineux, le réviseur doit apporter une attention particulière, complémentarément l'information donnée par le chef d'entreprise, à la bonne compréhension de ces informations par les travailleurs (i) en identifiant les messages les plus importants et les plus utiles et (ii) en veillant à communiquer de manière compréhensible et appropriée, plus particulièrement sur les aspects les plus techniques propres aux comptes consolidés.	

VI.4. Aspects relatifs à un collège de réviseurs d'entreprises

DILIGENCES REQUISES	MODALITÉS D'APPLICATION
<b>61.</b> Lorsque dans une entité, un collège de réviseur d'entreprises est désigné comme commissaire de l'entité, les réviseurs d'entreprises peuvent se répartir les tâches envers le conseil d'entreprise. Cependant, les réviseurs d'entreprises assument individuellement leurs responsabilités envers le conseil d'entreprise et chaque réviseur d'entreprises doit signer les rapports requis.	

VI.5. Aspects relatifs à la transmission d'autres informations au conseil d'entreprise

DILIGENCES REQUISES	MODALITES D'APPLICATION
<b>62.</b> Le réviseur d'entreprises doit s'assurer que l'entité a dressé tous les deux ans un rapport d'analyse de la structure de rémunération et l'a transmis aux membres du conseil d'entreprise. (par. A70) <b>63.</b> Dans l'année où l'entité est obligée de rédiger un tel rapport d'analyse, le réviseur d'entreprises doit, dans une section spécifique du rapport sur l'information annuelle (voir par. 49 (ix) et l'annexe 3 de la présente norme), mentionner si le rapport susmentionné a été rédigé et transmis aux membres du conseil d'entreprise.	<b>A70.</b> La loi du 22 avril 2012 visant à lutter contre l'écart salarial entre hommes et femmes et modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie impose à l'employeur de dresser tous les deux ans une analyse de la structure de rémunération au sein de son entité. Ce rapport ne fait aucunement partie des informations économiques et financières de l'entité que le réviseur doit certifier.



## Annexe 1 –Modèle de lettre de mission (réviseur d'entreprises )

à l'organe d'administration de la [société] [association] [XX]

Chère Madame, Cher Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'article 3:93 du CSA , l'assemblée générale des actionnaires<sup>1</sup> de [nom société/association] (« la Société / l'Association » ou « vous ») nous a désigné en date du \_\_\_ en qualité de réviseur d'entreprises pour effectuer les missions à l'égard du conseil d'entreprise visées aux articles 3:83 à 3:86 du Code des sociétés et des associations (ci-après dénommé : « la Mission »).

### **Objectifs et étendue de la mission**

Vous nous avez demandé :

- (a) De faire rapport au conseil d'entreprise sur les comptes annuels [et sur le rapport de gestion] ;
- (b) De certifier le caractère fidèle et complet des informations économiques et financières (ci-après dénommé : « les IEF ») ;
- (c) D'effectuer l'analyse et l'explication des IEF ;
- (d) D'exercer les missions (a) à (c) relatives au bilan social visé à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des sociétés et des associations.

Nous avons le plaisir de vous confirmer par la présente notre acceptation de cette Mission et de clarifier le contenu et les termes de celle-ci.

Notre Mission à l'égard du conseil d'entreprise est effectuée conformément à la « Norme relative aux missions du réviseur d'entreprises à l'égard du conseil d'entreprise », formulée par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (ci-après dénommé: "la Norme").

Dans le cadre de cette mission, nous procédons à l'audit des comptes annuels de [la Société/l'Association], comprenant le bilan, ainsi que le compte de résultats et l'annexe. Notre audit sera effectué en vue d'exprimer une opinion sur l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de [la Société/l'Association].

L'objectif de notre audit est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit (normes ISA) applicables en Belgique permettra toujours de détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes

---

<sup>1</sup> L'article 15bis, 3ème alinéa, de la loi de 1948 prévoit : « A défaut d'assemblée générale des associés, l'organe d'administration ou, à défaut de celui-ci, le chef d'entreprise, exerce les droits que les dispositions visées à l'alinéa 2 confèrent à l'assemblée générale, et remplit les obligations qu'elles lui imposent. »

ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Les conditions générales sont définies par le cadre contractuel général des prestations ci-annexé/publié sur notre site internet à l'adresse suivante [adresse page site internet] qui précise plus en détail la relation contractuelle dans le contexte de notre présente mission. La présente lettre de mission et les conditions générales constituent l'intégralité de la convention entre nous et [la Société/l'Association] en ce qui concerne la présente mission. Par la signature de la présente lettre de mission ces conditions générales sont acceptées expressément par [la Société/l'Association]. En cas de divergence entre la présente lettre de mission et les conditions générales, ces dernières prévaudront, sauf lorsqu'elles sont modifiées dans la lettre de mission par voie de référence spécifique à la clause pertinente des conditions générales.

### **Responsabilités du réviseur d'entreprises**

#### *Relatives aux informations économiques et financières*

Notre responsabilité est de certifier le caractère fidèle et complet des IEF, qui comprennent le bilan social, transmises au conseil d'entreprise, pour autant que ces informations résultent de la comptabilité, des comptes annuels de [la Société/l'Association] ou d'autres documents vérifiables. Le réviseur d'entreprises est également chargé par le législateur d'analyser et d'expliquer, en particulier à l'intention des membres du conseil d'entreprise nommés par les travailleurs, les IEF qui ont été transmises au conseil d'entreprise pour leur permettre de comprendre la structure financière et à l'évolution de la situation financière de [la Société/l'Association].

#### *Relatives aux comptes annuels [et au rapport de gestion]*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur les comptes annuels sur la base de notre audit. Nous procéderons à l'audit selon les normes internationales d'audit (normes ISA) telles qu'applicables en Belgique. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

[Dans le cadre de notre mission, complémentirement à l'expression d'une opinion sur les comptes annuels sur la base de notre audit et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses[leurs] aspects significatifs, le rapport de gestion.]



## Responsabilités de l'organe d'administration et du chef d'entreprise

### Relatives aux informations économiques et financières

Les responsabilités de l'organe d'administration et du chef d'entreprise sont de communiquer par écrit au conseil d'entreprise les informations économiques et financières (IEF). Les responsabilités du chef d'entreprise consistent à établir et à communiquer au réviseur d'entreprises les IEF transmises, dans les délais légaux, au conseil d'entreprise, que le chef d'entreprise juge fidèles et complètes. Les responsabilités du chef d'entreprise comprennent, entre autres, le fait de nous fournir toutes informations que nous pourrions lui demander pour les besoins de notre mission.

Les IEF à nous communiquer, comprenant entre autres les informations périodique et occasionnelle, sont : [à détailler].

Les modalités de communication de ces IEF sont : [à détailler].

Les modalités relatives à la participation aux réunions [préparatoires, périodiques, annuelles,...] sont : [à détailler].

Les CCT applicables à [la Société/l'Association] sont : [à détailler par le chef d'entreprise].

Comme le prévoient la Norme, nous pourrions estimer nécessaire d'obtenir une ou plusieurs déclarations écrites comme élément probant relatives aux IEF ou une ou plusieurs assertions spécifiques contenues dans celles-ci, en plus des déclarations écrites obtenues dans le cadre de l'audit des comptes annuels.

### Relatives aux comptes annuels [et au rapport de gestion]

Il relève de la responsabilité de l'organe d'administration de [la Société/l'Association] de s'assurer que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de [la Société/l'Association], conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Nous rappelons dans notre rapport que l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, relève de la responsabilité de l'organe d'administration. Cette responsabilité comprend notamment :

1. la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ;
2. le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées pour l'établissement du rapport financier ;
3. la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances ;

4. l'évaluation de la capacité de [la Société/l'Association] à poursuivre son exploitation, le fait de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre [la Société/l'Association] en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste ;
5. le fait de nous donner accès à toutes les informations dont l'organe d'administration a connaissance et qui ont trait à l'établissement des comptes annuels, telles que la comptabilité, la documentation y afférente, y compris les procès-verbaux de conseils d'administration et d'assemblées générales des actionnaires, et de toute information et éléments que nous jugerions nécessaires à l'exécution de notre audit ;
6. le fait de nous fournir toutes informations supplémentaires que nous pourrions demander à l'organe d'administration pour les besoins de l'audit ; et
7. le fait de nous laisser libre accès aux personnes au sein de l'entité auprès desquelles nous considérons qu'il est nécessaire de recueillir des éléments probants.

La responsabilité première pour la prévention et la détection des fraudes et erreurs incombe à la direction de [la Société/l'Association]. Nous ne sommes ni chargé ni responsable de la prévention de la fraude. Par conséquent, nos procédures d'audit ne sont pas spécifiquement conçues en vue de détecter les fraudes ou les erreurs.

Si nous identifions une anomalie résultant d'une fraude ou d'une suspicion de fraude, ou d'une erreur nous communiquerons nos informations à la direction ou à l'organe d'administration et / ou aux responsables de la gouvernance et, le cas échéant, aux autorités administratives et aux organes de supervision conformément aux dispositions légales et réglementaires.

En outre, la direction [et les responsables de la gouvernance] a [ont] la responsabilité de nous confirmer que selon elle [eux], l'impact des erreurs non corrigées n'est pas significatif, tant individuellement que collectivement, sur les états financiers pris dans leur ensemble. Une liste des erreurs non corrigées sera annexée à la lettre d'affirmation.

Les comptes annuels, en ce compris l'annexe, doivent être établis par [la Société/l'Association] et nous être transmis dans les délais légaux.

Comme le prévoient les normes ISA, nous formulerons des demandes spécifiques auprès de l'organe d'administration ou d'autres personnes responsables sur l'image fidèle et l'exhaustivité du contenu des comptes annuels ainsi que l'efficacité du système de contrôle interne.

Les déclarations ayant une incidence significative sur les comptes annuels devront nous être confirmées par écrit (ci-après « lettre d'affirmation »). Les résultats de nos contrôles et les réponses à nos demandes, ainsi que la lettre d'affirmation constituent les documents de travail sur lesquels nous nous basons pour fonder notre opinion sur les comptes annuels.

[Si d'application : L'organe d'administration est en outre responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion [et des autres informations contenues dans le rapport annuel], [des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires,] du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de [la Société/l'Association].]

### **Rapports du réviseur d'entreprises**

Nos rapports seront rédigés à la suite de notre mission à savoir :

1. Un rapport sur les comptes annuels [et le rapport de gestion] ;
2. Un rapport annuel de certification du caractère fidèle et complet de l'information économique et financière annuelle et, le cas échéant les informations périodique et occasionnelle, fournies au conseil d'entreprise par le chef d'entreprise ;
3. Un rapport de certification du caractère fidèle et complet de l'information économique et financière de base.

Nos rapports sont uniquement destinés aux membres du conseil d'entreprise.

### **Traitement des données à caractère personnel**

En tant que réviseur d'entreprises nous agissons en qualité de responsable de traitement au sens de l'article 4.7 du Règlement européen 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« RGPD »).

En vue de remplir notre mission, nous traitons les données à caractère personnel vous concernant ou concernant vos clients, fournisseurs, membres du personnel, collaborateurs, administrateurs ou autres personnes concernées, en déterminant seuls les finalités et les moyens de traitement dans le cadre du respect strict du secret professionnel qui nous est imposé, peu importe que nous ayons reçu les données à caractère personnel de vous-même ou par une autre voie.

Vous trouverez notre politique de confidentialité [sur notre site web [ajouter hyperlien vers la politique de confidentialité du cabinet] / ci-jointe].

### **Honoraires**

Nous estimons nos honoraires à € ..... hors TVA et frais de déplacement. Nos honoraires sont calculés sur la base du temps estimés, à prester par l'associé et les collaborateurs et en fonction du niveau de compétence et de responsabilité.

Nous avons convenu en outre que toute modification importante, en termes de la nature ou de la taille des opérations de [la Société/l'Association], ou dans le niveau d'assistance accordée par vos collaborateurs, entraînera un ajustement de nos honoraires que nous vous soumettrons pour approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

Nos factures seront établies [...], et pour le solde après remise de notre rapport au conseil d'entreprise de [la Société/l'Association].

### **Prévention du blanchiment**

Les réglementations belge et européenne nous imposent l'identification et la vérification de l'identité de nos clients.

Dès lors nous vous sollicitons directement et sollicitons d'autres personnes au sein de [la Société/l'Association] afin d'obtenir des documents officiels et valides permettant leur identification et nous vous demandons de nous fournir sans délai, une confirmation d'identification, dûment complétée et signée (voir modèle en annexe) certifiant l'identification des personnes pertinentes au sein de votre [la Société/l'Association].

En outre, vous devez nous informer de tout changement subséquent relatif aux informations ci-dessus et nous transmettre aussitôt les documents adaptés à votre nouvelle situation.

Si l'identité des personnes pertinentes n'est pas établie de façon satisfaisante dans un délai raisonnable, les circonstances pourraient être réunies nous empêchant de continuer notre mission.

Afin de respecter les obligations de vigilance relatives aux opérations et aux relations d'affaires conformément aux réglementations belges et européennes, nous pouvons consulter des banques de données appropriées afin d'obtenir des informations vous concernant ou peut vous solliciter directement ou solliciter tout autre personne.

En application desdites réglementations, nous sommes tenus de communiquer, tout fait ou soupçon (que nous aurions identifiés dans le cadre de notre mandat) qui sont liés ou qui pourraient être en relation avec le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme, à notre *compliance officer* qui, le cas échéant, devra le déclarer à la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF). Si tel est le cas, nous ne vous informerons pas au sujet de cette déclaration en raison de l'interdiction qui nous en est faite par la législation anti-blanchiment.

### **Confirmation et acceptation**

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir signer et nous retourner l'exemplaire ci-joint de cette lettre afin d'accuser réception de la présente et de marquer votre accord sur les termes et conditions de notre Mission, y compris de nos responsabilités respectives.

Sincères salutations,

\_\_\_\_\_, Réviseurs d'entreprises

Représenté par : \_\_\_\_\_

Associé : \_\_\_\_\_

Pour accord, \_\_\_\_\_

[la Société/l'Association] \_\_\_\_\_

Représentée par : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Annexes :      Cadre contractuel général des prestations

Confirmation d'identification certifiant l'identification des personnes pertinentes au sein de [la Société/l'Association]

## Annexe 2 – Modèle de rapport au conseil d'entreprise sur l'information de base

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AUX MEMBRES DU [DES] CONSEIL[S] D'ENTREPRISE  
DE [NOM DE L'ENTREPRISE ET FORME JURIDIQUE] POUR L'EXERCICE CLOS LE \_\_\_  
\_\_\_\_\_20\_\_

Nous vous présentons notre rapport de réviseur d'entreprises relatif à la certification de l'information de base établie par le chef d'entreprise de [nom de l'entreprise et forme juridique] (la « Société » / « ASBL »).

### **Responsabilités du chef d'entreprise**

Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises, le chef d'entreprise est tenu de communiquer au conseil d'entreprise les informations économiques et financières, destinées à fournir aux travailleurs une image claire et correcte de la situation, de l'évolution et des perspectives d'avenir de l'entreprise. Elles doivent permettre d'établir le rapport entre les données économiques et les données financières, et de comprendre l'incidence de ces données sur la politique de l'entreprise en matière d'organisation, d'emploi et de personnel.

Elles doivent permettre également de situer l'entreprise dans le cadre plus large [, d'une part, du groupe économique ou financier dont elle fait éventuellement partie, et, d'autre part, ] du secteur et de l'économie régionale, nationale et internationale.

### **Responsabilités du réviseur d'entreprises**

Conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations (art 3:83), notre responsabilité est de certifier le caractère fidèle et complet des informations économiques et financières que le chef d'entreprise transmet au conseil d'entreprise, pour autant que ces informations résultent de la comptabilité, des comptes annuels de la société ou d'autres documents vérifiables.

Nous avons effectué notre mission selon la Norme relative aux missions du réviseur d'entreprises à l'égard du conseil d'entreprise. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à cette mission, en ce compris celles concernant l'indépendance.

### **Certification du caractère fidèle et complet de l'information de base**

#### ***Description de la mission***

Dans le cadre de notre mission visant à certifier le caractère fidèle et complet de l'information de base, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :



- nous nous assurons que l'information de base fournie au conseil d'entreprise est conforme à des documents vérifiables et disponibles ;
- nous nous assurons que l'information de base ne comporte pas d'incohérences significatives et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre certification ;
- nous examinons si l'information de base comprend effectivement des renseignements relatifs à chacun des éléments visés par la loi et réglementation ;
- nous évaluons si les renseignements fournis sont cohérents et pertinents pour permette aux membres du conseil d'entreprise de comprendre la situation économique, financière et sociale de [la Société/l'Association] et les éventuelles conséquences en matière d'emploi des décisions, résultats et perspectives ;
- à la lecture de l'information de base, nous restons attentifs aux indices suggérant que l'information de base qui n'est pas liée aux comptes annuels ou à la comptabilité mais qui résultent de documents vérifiables comporte une incohérence significative.

#### ***Observations particulières relatives à l'information de base***

En ce qui concerne l'information de base, il convient d'émettre les observations particulières suivantes qui ne trouvent pas leur raison d'être dans l'entreprise même mais bien dans la nature de l'information requise.

- a. En ce qui concerne les informations relatives aux perspectives d'avenir de [la Société/l'Association], il va de soi que nous ne pouvons-nous porter garants de leurs réalisations ni même des hypothèses sur lesquelles elles se basent. Nous pouvons néanmoins affirmer qu'elles ont été établies de manière rationnelle et qu'elles ne présentent aucune contradiction évidente avec les informations dont nous avons connaissance et l'évolution générale à laquelle on peut raisonnablement s'attendre. Nous vous invitons à prendre connaissance des commentaires y relatifs dans notre rapport de commissaire
- b. Nous ne pouvons pas ou nous ne pouvons que de manière incomplète contrôler les données suivantes pour des raisons indiquées ci-dessous :
  - (i) parce qu'elles reposent sur des renseignements dont il ne nous est ni techniquement ni matériellement possible de vérifier le caractère correct :
    - a. [Les informations relatives au programme et aux perspectives générales d'avenir de l'entreprise (Art. 11 AR 27/11/1973)
    - b. l'évolution de la production (Art. 7, 1° AR 27/11/1973)
    - c. l'utilisation de la capacité économique de production (Art. 7, 2° AR 27/11/1973)
    - d. (...)]
  - (ii) parce qu'elles s'appuient sur des données qui ne sont pas entièrement développées au sein de l'entreprise :

- a. [la position concurrentielle sur le marché (Art. 6, 1° AR 27/11/1973)
  - b. les possibilités et les difficultés en matière de concurrence (Art. 6, 2° AR 27/11/1973)
  - c. les débouchés (Art. 6, 3° AR 27/11/1973)
  - d. a position de l'entreprise et son évolution sur les marchés (Art. 6, 9° AR 27/11/1973)
  - e. (...)]
- (iii) parce qu'il ne nous restait qu'un délai insuffisant pour effectuer un contrôle à partir du moment où l'information a été mise à notre disposition : (...)
- c. Les éléments suivants, faisant partie de l'information de base, n'ont pas été communiqués, entre autres parce qu'ils ne sont pas importants, parce qu'ils n'ont pas de conséquence fondamentale et durable sur la situation de l'entreprise, parce qu'ils ne sont pas nécessaires pour se forger une opinion, ..., à savoir ...

### **Certification**

Sur la base des résultats de nos travaux et tenant compte des observations particulières reprises ci-dessus, nous certifions que l'information de base transmise au(x) conseil(s) d'entreprise de XXXX est fidèle et complète, c'est-à-dire qu'elle :

- est conforme à des documents vérifiables et disponibles;
- ne comporte pas d'incohérence significative par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance au cours de notre mission ;
- contient les informations requises par les dispositions légales et réglementaires;
- est cohérente et pertinente pour permettre aux membres du conseil d'entreprise de comprendre la situation économique, financière et sociale de l'entreprise et les éventuelles conséquences en matière d'emploi des décisions, résultats et perspectives.

### **Limitation de l'utilisation du rapport**

Le présent rapport est adressé aux membres du (des) conseil(s) d'entreprise de [la Société/l'Association] pour répondre aux prescriptions de l'article 3:83, 2° du Code des sociétés et des associations et ne peut être utilisé à d'autres fins.

Date d'émission du rapport

Signature

## Annexe 3 – Modèle de rapport au conseil d'entreprise sur l'information annuelle

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AUX MEMBRES DU [DES] CONSEIL[S] D'ENTREPRISE  
DE [NOM DE L'ENTREPRISE ET FORME JURIDIQUE] POUR L'EXERCICE CLOS LE \_\_\_  
\_\_\_\_\_20\_\_

Nous vous présentons notre rapport de réviseur d'entreprises relatif à la certification de l'information annuelle établie par le chef d'entreprise ainsi qu'aux comptes annuels et au bilan social de [nom de l'entreprise et forme juridique] (la « Société »)<sup>2</sup>.

### **Responsabilités du chef d'entreprise**

Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises, le chef d'entreprise est tenu de communiquer au conseil d'entreprise les informations économiques et financières, destinées à fournir aux travailleurs une image claire et correcte de la situation, de l'évolution et des perspectives d'avenir de l'entreprise. Elles doivent permettre d'établir le rapport entre les données économiques et les données financières, et de comprendre l'incidence de ces données sur la politique de l'entreprise en matière d'organisation, d'emploi et de personnel.

Elles doivent permettre également de situer l'entreprise dans le cadre plus large [, d'une part, du groupe économique ou financier dont elle fait éventuellement partie, et, d'autre part, ] du secteur et de l'économie régionale, nationale et internationale.

### **Responsabilités du réviseur d'entreprises**

Conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations (art 3:83), notre responsabilité est la suivante :

- de certifier le caractère fidèle et complet des informations économiques et financières, comprenant entre autres le bilan social, que le chef d'entreprise transmet au conseil d'entreprise, pour autant que ces informations résultent de la comptabilité, des comptes annuels de la société ou d'autres documents vérifiables
- de faire rapport au conseil d'entreprise sur les comptes annuels et sur les autres obligations légales et réglementaires.

Nous avons effectué notre mission selon la Norme relative aux missions du réviseur d'entreprises à l'égard du conseil d'entreprise. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à cette mission, en ce compris celles concernant l'indépendance.

---

<sup>2</sup> A adapter en fonction de la forme juridique de l'entité (ASBL / succursale).

## Certification du caractère fidèle et complet de l'information annuelle

### *Description de la mission*

Dans le cadre de notre mission visant à certifier le caractère fidèle et complet de l'information annuelle, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous nous assurons que l'information annuelle fournie au conseil d'entreprise est conforme aux comptes annuels, à la comptabilité et à d'autres documents vérifiables et disponibles ;
- nous nous assurons que l'information annuelle ne comporte pas d'incohérences significatives et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre certification ;
- nous examinons, si l'information annuelle comprend effectivement des renseignements relatifs à chacun des éléments visés par la loi et la réglementation ;
- nous évaluons si les renseignements fournis sont cohérents et pertinents pour permettre aux membres du conseil d'entreprise de comprendre la situation économique, financière et sociale de la Société et les éventuelles conséquences en matière d'emploi des décisions, résultats et perspectives ;
- à la lecture de l'information annuelle, nous restons attentifs aux indices suggérant que l'information annuelle qui n'est pas liée aux comptes annuels ou à la comptabilité mais qui résulte de documents vérifiables, comporte une incohérence significative.

Les principaux travaux que nous avons réalisés sur le bilan social, conformément aux normes applicables, en tenant compte du caractère significatif des données, ont notamment permis :

- d'identifier et d'évaluer les risques que le bilan social contienne des anomalies significatives ;
- de nous assurer du caractère approprié des données reprises dans le bilan social entre autres en matière de coûts salariaux, de la ventilation des frais de personnel, des frais de formation et de leur ventilation ;
- d'apprécier la présentation d'ensemble, la structure et le contenu du bilan social ;
- lorsque des éléments indiquaient que les données relatives au bilan social étaient inexactes, nous avons demandé à l'entreprise de rectifier celui-ci sur la base des informations adéquates.

### *Observations particulières relatives à l'information annuelle*

En ce qui concerne l'information annuelle, il convient d'émettre les observations particulières suivantes qui ne trouvent pas leur raison d'être dans l'entreprise même mais bien dans la nature de l'information requise.

- a. En ce qui concerne les informations relatives aux perspectives d'avenir de la société, il va de soi que nous ne pouvons-nous porter garants de leurs réalisations ni même des

hypothèses sur lesquelles elles se basent. Nous pouvons néanmoins affirmer qu'elles ont été établies de manière rationnelle et qu'elles ne présentent aucune contradiction évidente avec les informations dont nous avons connaissance et l'évolution générale à laquelle on peut raisonnablement s'attendre. Nous vous invitons à prendre connaissance des commentaires y relatifs dans notre rapport de commissaire.

- b. Nous ne pouvons pas ou nous ne pouvons que de manière incomplète contrôler les données suivantes pour des raisons indiquées ci-dessous <sup>3</sup> :
- (i) parce qu'elles reposent sur des renseignements dont il ne nous est ni techniquement ni matériellement possible de vérifier le caractère correct :
    - a. [Les informations relatives au programme et aux perspectives générales d'avenir de l'entreprise (Art. 11 AR 27/11/1973)
    - b. l'évolution de la production (Art. 7, 1° AR 27/11/1973)
    - c. l'utilisation de la capacité économique de production (Art. 7, 2° AR 27/11/1973)
    - d. (...)]
  - (ii) parce qu'elles s'appuient sur des données qui ne sont pas entièrement développées au sein de l'entreprise:
    - a. [la position concurrentielle sur le marché (Art. 6, 1° AR 27/11/1973)
    - b. les possibilités et les difficultés en matière de concurrence (Art. 6, 2° AR 27/11/1973)
    - c. les débouchés (Art. 6, 3° AR 27/11/1973)
    - d. a position de l'entreprise et son évolution sur les marchés (Art. 6, 9° AR 27/11/1973)
    - e. (...)]
  - (iii) parce qu'il ne nous restait qu'un délai insuffisant pour effectuer un contrôle à partir du moment où l'information a été mise à notre disposition : (...)
- c. Les éléments suivants, faisant partie de l'information annuelle, n'ont pas été communiqués, entre autres parce qu'ils ne sont pas importants, parce qu'ils n'ont pas de conséquence fondamentale et durable sur la situation de l'entreprise, parce qu'ils ne sont pas nécessaires pour se forger une opinion, ..., à savoir ...

---

<sup>3</sup> L'article 17 de l'AR de 1973 prévoit que le rapport écrit sur l'information annuelle à transmettre aux membres du conseil d'entreprise constitue une mise à jour de l'information de base prévue aux articles 4 à 14 de cet AR. Les exemples dans ce modèle de rapport doivent donc être adaptés selon l'information annuelle remise par le chef d'entreprise.

### **Certification**

Sur la base des résultats de nos travaux et tenant compte des observations particulières reprises ci-dessus, nous certifions que l'information annuelle, comprenant entre autres le bilan social, transmise au(x) conseil(s) d'entreprise de XXXX est fidèle et complète, c'est-à-dire qu'elle :

- est conforme aux comptes annuels, à la comptabilité et à d'autres documents vérifiables et disponibles ;
- ne comporte pas d'incohérence significative par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance au cours de notre mission ;
- contient les informations requises par les dispositions légales et réglementaires ;
- est cohérente et pertinente pour permettre aux membres du conseil d'entreprise de comprendre de la situation économique, financière et sociale de l'entreprise et les éventuelles conséquences en matière d'emploi des décisions, résultats et perspectives.

Le chef d'entreprise nous a communiqué l'information économique et financière périodique [suivante : ....]. Nous avons examiné celles-ci et n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'information fournie n'est pas fidèle et complète par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mission.

[En ce qui concerne l'information économique et financière occasionnelle, ....]

### **Rapport du commissaire incluant notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires**

En ce qui concerne les comptes annuels et le rapport de gestion soumis à l'assemblée générale, nous vous demandons de prendre connaissance du rapport de commissaire [qui y est annexé] et qui reflète notre opinion précise à leur sujet.

### **[Aspects relatifs à la transmission d'autres informations au conseil d'entreprise**

La loi du 22 avril 2012 visant à lutter contre l'écart salarial entre hommes et femmes et modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie impose à l'employeur de dresser tous les deux ans une analyse de la structure de rémunération au sein de son entité. Ce rapport ne fait aucunement partie des informations économiques et financières de la société que nous devons certifier. Nous nous sommes assurés que ce rapport a bien été établi et communiqué aux membres du conseil d'entreprise.]

### **Limitation de l'utilisation du rapport**

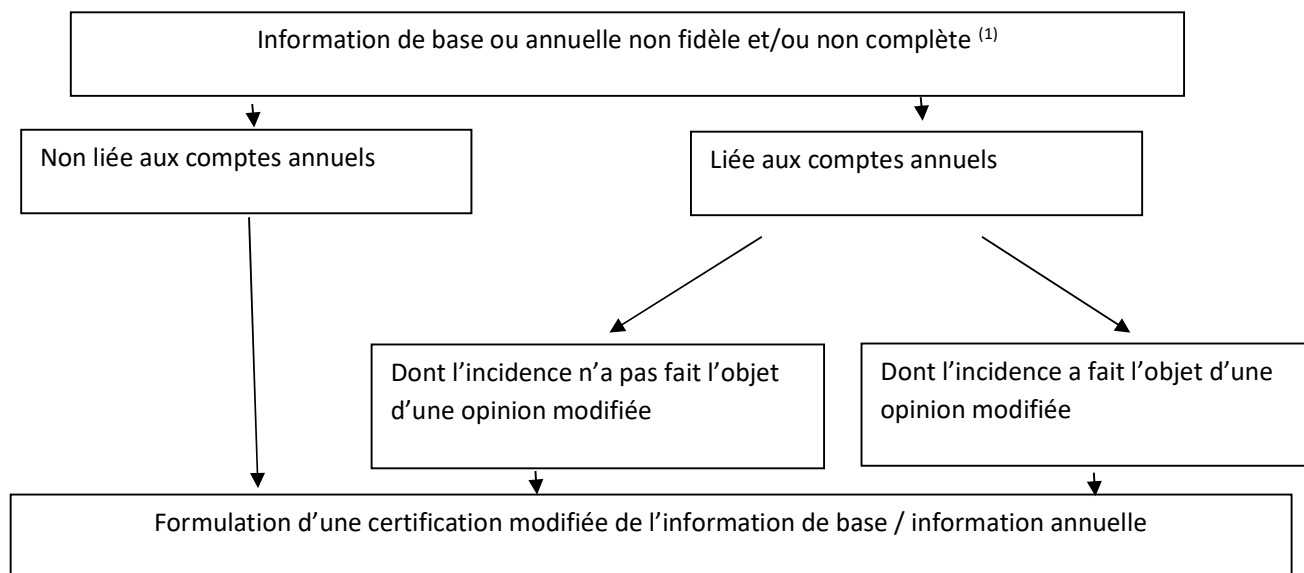
Le présent rapport est adressé aux membres du (des) conseil(s) d'entreprise de la Société pour répondre aux prescriptions de l'article 3:83, 2° du Code des sociétés et des associations et ne peut être utilisé à d'autres fins.

Date d'émission du rapport

Signature



## Annexe 4 – Présentation de la relation entre l'opinion sur l'image fidèle des comptes annuels et la certification des IEF



<sup>(1)</sup> Non corrigée malgré la demande du réviseur d'entreprises